

Point de vue

Islam et démocratie dans le monde arabo-islamique

Aziz Enhaili et Bassam Adam

Sur les ruines de l'ancien système international bipolaire s'érige un système unipolaire alliant et la mondialisation des échanges économiques et l'universalité de l'utopie démocratique. Ici et là, on se demande pourquoi le monde arabo-islamique ¹ constitue l'exception à la règle de la propagation de la vague déferlante de la démocratie sur plusieurs rives. Plusieurs propositions ont été avancées pour expliquer ce fait: la religion, la culture, l'économie, etc. Quant à nous, nous optons pour le facteur politique.

Depuis la fin de la dernière décennie et le début des années 90, le monde est entré dans une nouvelle phase de son histoire marquée, entre autres, par la fin de la guerre froide, la chute du bloc communiste et le déclin de popularité de l'alternative socialiste. Dans ce contexte mondial, l'ancien système international bipolaire (Est/Ouest) cède la place à un nouveau système international unipolaire baptisé: le nouvel ordre mondial. Ce changement majeur sera-t-il accompagné d'un regard plus objectif sur l'islam, considéré depuis toujours comme contraire organiquement à la démocratie?

L'islam et la notion du « péril vert »

Sur les ruines de l'ancien système, apparaît ici et là une certaine littérature qui a créé de toutes pièces un nouvel ennemi imaginaire venu remplacer l'ancien «diable rouge» (le communisme): l'islam ou le «péril vert»². Dans l'esprit de cette littérature, ce qui rend ce nouvel ennemi encore plus redoutable que l'ancien c'est qu'il est à la fois en dehors et en dedans de l'Occident.

Il est en dehors des frontières occidentales parce qu'il occupe une zone très étendue allant du Maroc à l'Indonésie, une position géostratégique importante pour la sécurité mondiale. Elle abrite à la fois un immense marché de plus d'un milliard de consommateurs et la plus grande partie des réserves mondiales du pétrole, du gaz naturel et d'autres ressources primordiales pour la prospérité de l'Occident.

Ce « danger » est aussi à l'intérieur du territoire occidental, selon certains milieux qui pensent que les immigrants de religion musulmane ne sont pas assimilables, et qu'ils constituent un danger réel sinon potentiel pour la sécurité et la stabilité de l'Occident. En guise de preuve, on cite volontiers des exemples tels que l'explosion du World Trade Center aux États-Unis d'Amérique ou les attentats de Paris durant les années 80 et 90. Par conséquent, selon ces milieux, il faut tout mettre en œuvre pour que ces immigrants retournent chez eux et - en tout cas - empêcher les immigrants potentiels d'entrer en Occident.

Mais cette représentation oublie un fait très important. En raison de plusieurs facteurs, les descendants des immigrants font dorénavant partie du paysage sociologique des sociétés occidentales parce que, contrairement à la première génération d'immigrants qu'on a fait venir après la Seconde Guerre mondiale, pour participer, comme main-d'œuvre à bon marché, à la reconstruction de l'économie en ruine, les deuxième et troisième générations sont là pour y rester, et donc s'inscrivent définitivement dans la longue durée des sociétés d'accueil. Donc, au lieu d'encourager ou de susciter des représentations erronées de la réalité de l'immigration et servir ainsi la propagande haineuse de l'extrême droite raciste, il faut, au contraire, encourager la mise en place de politiques d'intégration de ces immigrants et descendants d'immigrants, à l'aide, entre autres, de l'école, du travail, etc. et adapter les sociétés d'accueil à cette réalité en affrontant les vrais problèmes, loin de toute démagogie politicienne

voulant récupérer une partie de l'électorat de l'extrême droite.

L'école moderne et laïque, et des médias pluralistes et ouverts sur la composition sociologique pluri-ethnique et pluri-culturelle des sociétés occidentales d'aujourd'hui peuvent jouer un rôle crucial et porteur d'un avenir meilleur. A ce niveau, l'esprit de la philosophie des lumières et l'héritage libéral et social-démocrate de l'Occident pourraient servir de cadre de tolérance, et donc d'intégration à moyen et long termes. Tous les secteurs modernes, libéraux et tolérants de la société y gagneront.

De ce tableau qu'on vient de brosser se dégage une idée-force: la peur de l'islam parce qu'il est, semble-t-il, hostile à la démocratie et aux droits de l'Homme, puisque les pays qui s'y réfèrent sont dirigés par des régimes autoritaires, militaires ou civils, et où les droits de l'Homme sont bafoués. Mais jusqu'à quel point cette représentation est-elle fondée?

Facteurs de blocage : religion, culture, économie ou politique?

Si les pays du monde arabo-islamique sont gouvernés par des dictatures, devrait-on conclure que c'est à cause de la religion musulmane? ³. A cette question cruciale nous répondons sans hésitation: non! Pour plusieurs raisons. D'abord, le problème n'est pas au niveau d'un islam profondément ancré dans les sociétés arabes et musulmanes, mais au niveau des acteurs socio-politiques qui s'y réfèrent. Autrement dit, sans les acteurs qui viennent y puiser des éléments particuliers, il perdra la signification qu'on lui a donnée jusqu'à lors. Cette signification se dégage et se construit dès que les acteurs utilisent l'islam pour y choisir ce qui les intéresse, et cela, à tout instant et en fonction d'enjeux dont l'importance diffère d'un acteur à un autre.

L'islam ne se présente pas non plus à l'image du christianisme, une religion devenue église et donc une institution sacrée sur laquelle on s'est basé, à certains moments historiques et dans certains endroits, pour légitimer un ordre politique plus qu'un autre. Ensuite, l'islam, en tant que vécu, est extrêmement varié et pluriel dans les différents pays, allant d'un islam orthodoxe élitiste jusqu'à un islam (sinon des islams) populaire(s) et syncrétique(s). Enfin, devant cette diversité, l'islam, comme corps doctrinaire reproduit en termes idéologiques, est récupéré et reconstruit par une partie des contre-élites et par les élites au pouvoir. Les premières l'utilisent pour contester et délégitimer

l'ordre politique imposé et donc pour s'auto-légitimer; les secondes en usent pour légitimer leur pouvoir, et donc contribuer à sauvegarder le régime dont elles profitent. Dans ce contexte éminemment politique, l'islam reconstruit est utilisé de part et d'autre, dans un sens d'autoritarisme ou de revendication de liberté et de participation politique.

D'après ce qui précède, il faut chercher les origines de la résistance à la démocratisation dans la terre arabo-islamique du côté des facteurs politiques et non du côté des facteurs religieux, culturels ou économiques.

Pour les tenants du discours de l'hostilité farouche de la religion musulmane à la démocratie, l'islam est contraire à la démocratie parce que, d'une part, tous deux sont basés sur deux traditions différentes, le premier étant d'essence holiste alors que la seconde est fondamentalement individualiste; d'autre part, tous deux ont secrété deux modèles incompatibles d'organisation politique de la gouverne⁴.

Pour les culturalistes ou les tenants du discours identitaire, le monde arabo-islamique est, par essence, incapable de produire ou d'inventer une démocratie puisqu'il est encore marqué par l'héritage historique d'une pratique socio-politique d'États despotiques. A titre de preuve, on souligne que le monde arabo-musulman n'a pas produit cette organisation moderne: la démocratie⁵.

A ces culturalistes qui tiennent un discours essentialiste et donc métaphysique confondant fait et norme, nous disons que, bien que cette région n'ait pas secrété le «moins mauvais des régimes» de gestion pacifique des conflits politiques, il y a de larges secteurs de la société civile du monde arabo-islamique qui aspirent à la démocratie. Pour asseoir le peu de liberté dont on profite actuellement dans les différents pays arabo-musulmans, il a fallu des sacrifices énormes en vies humaines et en efforts continus. Aussi, en soutenant un tel discours, les culturalistes, et aussi les autres ne font que rendre un énorme service à ces despotes qui gouvernent, avec le glaive, dans cette région du globe, et trahissent ainsi et les démocrates arabo-musulmans aspirant à la fondation de gouvernes démocratiques dans les mondes majoritairement arabe et musulman, et les idéaux universalistes de la démocratie et des droits de l'Homme qui sont à la base de la construction de l'expérience démocratique occidentale et de la modernité.

Selon les tenants du discours économiste⁶, la résistance à la

démocratie s'explique par des facteurs économiques. Leur argument est bâti autour du fameux principe : « Pas de représentation sans taxation ». Selon cet argument, l'absence de la démocratie dans cette partie du monde s'explique par le faible taux de taxation imposé de façon directe, puisque plus les individus sont imposés directement, plus ils demanderont à participer. Cet argument, inspiré de la révolution américaine (Boston Tea Party), est réducteur puisqu'il fait dépendre le champ politique des facteurs économiques, alors que ce champ est doté de son autonomie propre. Aussi, il ne suffit pas d'imposer un système de taxation directe pour que les individus demandent plus de liberté et davantage de participation. En effet, une affirmation de la dignité de tout individu a encore à se matérialiser. Ici interviennent des facteurs socio-politiques et psychologiques plus déterminants.

Pour expliquer la résistance à la démocratisation dans le monde arabo-islamique, nous privilégions la variable politique, pour autant que cette résistance, qui est fondamentalement politique, engage et mette en compétition des élites au pouvoir et des contre-élites aspirant au pouvoir. Les premières ont, à différentes époques, confisqué le pouvoir, non pas à l'aide de procédures démocratiques, mais en usant notamment de la révolution de Palais (Tunisie, Qatar, etc.), ou d'un coup d'État militaire (Égypte, Algérie, Syrie, Iraq, Indonésie, Pakistan, etc.), ou encore elles ont été mises tout simplement là par l'ancienne puissance coloniale qui leur a délimité artificiellement un territoire (Jordanie, Koweït, etc.).

Ces élites au pouvoir sont des minorités politiques nationales remplaçant l'ancienne minorité coloniale qui était aux commandes. Elles se comportent comme des clans fermés au reste d'une société profitant du peu qui reste du gâteau national qu'on lui laisse. Leur légitimité est en perte de vitesse ⁷. Elles n'ont réussi à relever aucun des défis qu'elles s'étaient fixés et qui, selon la propagande officielle, "justifiaient" leur autoritarisme dur et les énormes sacrifices exigés de la population: le développement, l'unité arabe, la libération de la Palestine, etc. ⁸

Ces élites ont mis la société au service de l'État, et non le contraire, comme en Occident moderne où on a construit des États au service de la Nation: État/Nation ⁹. Pour ces élites se recrutant, en général, à l'intérieur des mêmes groupes sociaux ou claniques, leur mainmise exclusive sur le pouvoir politique, avec son incarnation bureaucratique et physique par excellence: l'État, est stratégiquement payante, parce qu'elle leur donne un monopole exclusif de l'économie,

des richesses et du prestige. Cette position dominante leur permet d'asseoir leur pouvoir et leur autorité sans partage, tout comme elle leur permet de contrôler et de clientéliser les autres groupes sociaux assujettis de gré ou de force et qui, pour la plupart, souffrent d'une politique d'analphabétisation volontairement organisée.

Les contre-élites évoluent entre la cooptation et la répression. Pour les élites au pouvoir, établies, en général, depuis les indépendances, chaque ouverture politique réelle et chaque pas vers la démocratisation équivaut à une perte graduelle de leur pouvoir politique, au profit des masses considérées et traitées comme sujets dépourvus de citoyenneté effective, et donc privés de droits fondamentaux protégés contre tout arbitraire et en toute occasion. Il ne suffit pas d'inscrire les droits fondamentaux d'une collectivité dans les textes (constitutions, lois, etc.), encore faut-il les exercer, en toute liberté, et sans crainte de représailles de quiconque et à quelque niveau que ce soit. Ces masses sont réduites à un tel statut parce qu'elles sont considérées et traitées comme mineures et méprisées pour des raisons ethniques, religieuses, sectaires, linguistiques, etc. Aussi cette démocratisation graduelle équivaut-elle pour ces élites au pouvoir à une perte de leur monopole exclusif des richesses de leur pays considéré comme un réservoir. Pour sauvegarder cette situation privilégiée, elles sont prêtes, à l'égard des récalcitrants, à pratiquer la stratégie de la terre brûlée et à aller jusqu'à se débarrasser d'une partie importante de la population.

Devant cette situation, les contre-élites sont condamnées soit à la cooptation si elles acceptent les règles d'un jeu politique autoritaire fixées et imposées unilatéralement par les élites au pouvoir, soit à la répression si elles les contestent ou les refusent. Si une partie de ces contre-élites, en général plus âgée, accepte de contracter une alliance dangereuse avec le pouvoir, parce que fatiguée d'une longue période d'opposition ou tentée par les délices d'un simulacre de pouvoir, ce segment risque, à moyen terme, d'être discrédité. Ceci consolidera l'autre frange, plutôt jeune, et renforcera sa détermination et sa contestation.

Devant la fermeture hermétique du système politique, la frange des contre-élites non compromise pourra être tentée par le recours à la violence politique. Ceci ne pourra que conforter la position et la propagande des élites au pouvoir qui y verront une occasion en or légitimant davantage, au niveau international, la fermeture du champ politique et sa gestion par la violence. Cette pratique ne fera que

renvoyer aux calendes grecques tout espoir d'une ouverture politique réelle, aussi limitée soit-elle. Ici on peut penser, entre autres, au cas algérien.

En raison des liens systémiques liant économiquement et politiquement ces élites au pouvoir aux puissants intérêts économiques et politiques de l'Occident dans le cadre du système de l'économie-monde, l'Occident, se disant démocrate, viendra aider ses alliés autoritaires arabes et musulmans, et contribuer ainsi à mater des contre-élites qui revendiquent une ouverture démocratique du champ politique de leur pays.

Tout ceci démontre bien que les différentes affirmations sur le fait que l'islam impliquerait la dictature ne tiennent pas. Il faut donc chercher la résistance à la démocratisation dans la région arabo-islamique du côté des élites au pouvoir qui lui sont hostiles. Dans ce contexte d'interconnexion entre les régimes autoritaires en terre d'islam et l'Occident démocratique et chantre des droits de la personne, comment peut-on réellement donner de la crédibilité à la démocratie et aux droits de l'Homme en terre d'islam quand les démocrates arabo-musulmans et de larges secteurs de la société civile et de la communauté politique nationale voient que ce même Occident soutient farouchement, notamment pour des raisons économiques, ces mêmes dictatures qui ne font que réprimer les démocrates et différer pour longtemps toute démocratisation réelle des régimes en place?

Aziz Enhaili et Bassam Adam sont doctorants à l'Université de Laval, Canada.

Notes :

1. Nous utilisons le terme «Monde arabo-islamique» pour parler d'une région très diversifiée inscrite dans un territoire: le Middle East allant du Maroc à l'ouest en Indonésie à l'est.

2. Le choix du vocabulaire n'est pas fortuit parce qu'à l'aide de son usage intentionnel et prémédité des acteurs socio-politiques essayent, grâce à l'activation de notre imaginaire, de nous faire revivre les anciens fantasmes/peurs et de les exploiter à des fins politiques. On cite ici l'exemple du terme «péril vert» à l'aide duquel on veut associer, au niveau de nos représentations collectives, le terme de l'islam à ceux d'anciens ennemis réels ou imaginaires tels le «péril rouge» ou le «péril jaune». On n'a pas besoin d'insister ici sur le fait que cette représentation est une chose et que la réalité qu'elle veut, ou prétend vouloir, embrasser peut en être une

autre, parce qu'il y a une grande distance épistémologique séparant les faits du réel qu'on reconstruit mentalement et les représentations de ces mêmes faits que l'acteur veut, ou prétend vouloir, embrasser, notamment dans le contexte politique de l'orientalisme.

3. Cette question nous incite à faire remarquer que l'Europe judéo-chrétienne et gréco-romaine, et donc non musulmane, a connu quatre variantes du type du régime autoritaire: le nazisme, le fascisme, le communisme et le franquisme. Nous préférons parler ici de régimes autoritaires au lieu de régimes totalitaires parce que nous pensons, d'abord, qu'il y a deux types de régime politique: la démocratie et l'autoritarisme ou la dictature, avec différentes variations, ensuite, que la trilogie: démocratie-totalitarisme-autoritarisme diminue la charge socio-politique lourde de l'autoritarisme qui est considéré, en fin de compte, «moins pire» que le totalitarisme, ce que nous récusons.

4. Samuel Huntington, «Will more countries become democratic?», *Political Science Quarterly*, 99, no. 2, 1984, pp. 193-218; John Waterbury, «Une démocratie sans démocrates?: le potentiel de libéralisation politique au Moyen-Orient», in Ghassan Salamé, (s./d.), *Démocratie sans démocrates: Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, 1994, p. 110; Charles Butterworth, «State & authority in Arab political thought», in Ghassan Salamé, (s./d.), *The foundation of the Arab state*, London, Croom Helm, 1987, p. 91; Hamid Enayat, *Modern Islamic political thought*, London, Macmillan, 1982, p.135.

Bertrand Badie, *Culture et politique*, Paris, Economica, 1986, pp. 95-109; Abdallah Laroui, *L'islam et la modernité*, Paris, La Découverte, 1987, p. 15.

6. Giacomo Luciani, «Rente pétrolière, crise fiscale de l'État et démocratisation», in Ghassan Salamé, (s./d.), *op. cit.*, note no. 4, 1994, pp. 200-31.

7. Bassma Kodmani-Darwish, «Introduction», in B. Kodmany-Darwish & May Chartouni-Dubary, (s./d.), *Les États arabes face à la contestation islamiste*, Paris, Armand Colin, *Travaux et recherches de l'IFRI*, 1997, pp. 14-15.

8. Gilles Kepel, «Ouverture: le monde arabe après l'accord israélo-palestinien», in G. Kepel, (s./d.), *Exils et Royaume: les appartenances au monde arabo-musulman aujourd'hui*, Paris, FNSP, 1994, pp. 25-26; Ghassan Salamé, «Sur les raisons d'un manque: pourquoi le monde arabe n'est-il donc pas démocratique ?», in J.-C. Vatin, (s./d.), *Démocratie et démocratisations dans le monde arabe*, Le Caire, CEDEJ, *Dossiers CEDEJ*, 1990, pp. 25-26.

9. Burhan Ghalioun, *Le malaise arabe: l'État contre la nation*, Paris, La Découverte, *Textes à l'appui*, 1991.